

Déclaration du Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe

(extraits)

26 juin 1962

1) Les perspectives qui s'ouvrent aujourd'hui à l'Europe sont rendues possibles par le fait que les pays d'Europe ont accepté de ne plus considérer leurs problèmes économiques comme des problèmes nationaux, mais comme des problèmes communs. Pour les résoudre, ils ont adopté une nouvelle méthode d'action communautaire.

Après une période de tâtonnements, elle est devenue un dialogue permanent entre un organisme européen responsable de proposer des solutions aux problèmes communs et les gouvernements nationaux qui expriment les points de vue nationaux.

Cette méthode est tout à fait nouvelle. Elle ne comporte pas de gouvernement central. Mais elle aboutit à des décisions communautaires au sein du Conseil des ministres, notamment parce que la proposition de solutions aux difficultés communes par l'organisme européen indépendant permet d'écarter valablement l'obligation d'unanimité. Le Parlement et la Cour de Justice soulignent le caractère communautaire de cet ensemble.

Cette méthode est le véritable «fédérateur» de l'Europe.

2) L'adhésion de l'Angleterre à la Communauté européenne sur un pied d'égalité dans les conditions prévues au traité de Rome renforcera l'unité de l'Europe. Ainsi sera créée une union de 240 millions d'habitants. Cette union permettra à tous ses membres de réaliser un développement économique accru. Les pays du Commonwealth, entre autres, doivent bénéficier de cette expansion.

L'adhésion de l'Angleterre au commencement d'une union politique européenne accroîtra l'influence que pourra exercer l'Europe dans les affaires du monde influence que ne peuvent posséder ni l'Angleterre, ni nos pays séparément.

Membre, l'Angleterre voudra contribuer à l'efficacité d'une Communauté qui permet une telle action de l'Europe et qui sera désormais la sienne aussi bien que la nôtre. L'entrée dans le Marché commun changera nécessairement le comportement de l'Angleterre comme a été changé celui de chacun de nos six pays.

3) De même que nous avons dû changer les formes passées des relations économiques nationales pour aboutir à un Marché commun européen, de même il faut graduellement changer les formes de relations politiques nationales pour arriver à une vue politique unifiée.

Actuellement, il n'est pas encore possible d'appliquer à la politique étrangère les règles et les institutions qui conviennent aux problèmes matériels de l'économie.

Tout accord pour l'organisation, au commencement, d'une période de coopération nécessaire doit garantir clairement la continuité et l'avenir de l'intégration économique, qui est le fondement de l'union politique. Cette intégration économique ne saurait être mise en question, ni maintenant, ni plus tard.

C'est ainsi que les chefs d'Etat et de gouvernement, s'ils discutent ensemble de questions qui sont du domaine des Communautés devront nécessairement agir selon les règles et procédure de ces traités élaborés par les Etats.

Il est nécessaire de préciser maintenant, qu'après cette période de coopération, la révision des engagements pris par les Etats doit permettre d'adapter progressivement au domaine politique la méthode qui a déjà conduit l'Europe à s'unifier économiquement.

4) En même temps que se consolide l'intégration économique de l'Europe et que commence son union politique, la coopération déjà engagée entre les Etats-Unis et les pays d'Europe doit graduellement prendre la forme d'une relation, de partenaires entre l'Europe unie et les Etats-Unis.

Il s'agit d'une relation de partenaires entre l'Amérique et l'Europe unie, entre deux entités distinctes, mais également puissantes, chacune assumant sa part de responsabilités communes envers le monde. Cette relation de partenaires est naturelle et inéluctable parce que les peuples d'Europe et d'Amérique partagent la même civilisation fondée sur la liberté, et conduisent leur vie publique selon des principes démocratiques communs.

De même que la création de l'Europe est le résultat de progrès concrets faits en commun et pas à pas par les pays d'Europe de même les nouvelles relations de partenaires entre les Etats-Unis et l'Europe seront le résultat d'efforts concrets et patients portant sur des problèmes communs.

Il est clair que l'Occident affronte des problèmes économiques de plus en plus nombreux que ni l'Amérique seule, ni l'Europe seule ne peuvent résoudre.

Qu'il s'agisse de l'application d'une politique d'expansion économique continue, de la stabilité monétaire de l'Ouest, des problèmes que pose l'agriculture dans une civilisation de plus en plus industrielle, de l'aide aux pays sous-développés, des rapports avec les pays en voie d'industrialisation — tous ces problèmes ne peuvent être résolus que par l'Amérique et l'Europe ensemble, car seulement ensemble, elles ont les ressources nécessaires.

5) Cette relation de partenaires entre l'Europe et les Etats-Unis ne doit pas être seulement économique. Il est nécessaire qu'elle s'étende rapidement aux domaines militaire et politique. Ils affrontent des risques communs dont le principal résulte du conflit avec l'Est.

Ce conflit entre l'Est et l'Ouest et notamment la question du désarmement, ne peuvent être résolus sans un changement de la vue d'avenir des uns et des autres. Tant que l'Occident donnera l'impression qu'il peut être divisé, l'URSS ne sera pas portée à des accords, croyant toujours pouvoir renverser l'équilibre mondial.

Mais quand l'Amérique et l'Europe auront clairement fait comprendre à tous que l'Occident se transforme lui-même et non sous la pression extérieure, qu'il consolide son unité pour longtemps, alors les conditions seront réunies qui rendront possible un règlement pacifique durable entre l'Est et l'Ouest.